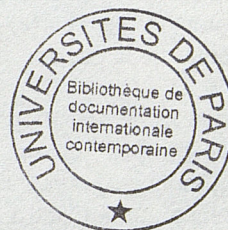


# bulletin hebdo



## Contra: Situation dangereuse

par Sergio Ferrari

Managua, 6 avril (ANN). Tandis que les forces armées sont toujours repliées, respectant le cessez-le-feu décrété unilatéralement par le gouvernement fin février, de grands groupes de contras se déplacent en toute liberté au nord du pays, dans le département de Jinotega et la région de Las Segovias.

En effet, des infiltrations massives de mercenaires ont eu lieu après la signature de l'accord de Toncontín, qui établit la démobilisation des forces irrégulières mais reste imprécis quant aux délais.

### DES DOUTES SERIEUX

Des déclarations de la Contra dans des médias honduriens laissent entendre que ses combattants restés dans les campements honduriens de Yamales seraient disposés à rendre les armes le 18 avril prochain, mais qu'elle ferait traîner les choses en ce qui concerne les groupes récemment entrés en territoire nicaraguayen.

S'il est vrai que la "résistance", l'actuel et le futur gouvernement et les forces de paix de l'ONU sont apparemment arrivés, il y a quelques heures, à un accord sur la délimitation des cinq "zones

de sécurité", dans lesquelles les contras devront se regrouper, ces derniers poursuivent leurs actions de terreur, de vol et de pression sur la population civile.

Près de La Trinidad (au sud d'Estelí, région I), de San Rafael del Norte, Yali, La Concordia (région VI), les groupes contras coupent les routes pour arrêter les voitures, dépouillent leurs passagers et leur expliquent leur vision de la situation politique actuelle. "Nous avons gagné la guerre", affirment beaucoup d'entre eux, manifestant des positions contraires aux accords sur la démobilisation. "A la campagne, le fusil a une importance décisive, car il représente non seulement le moyen de se défendre mais aussi de chasser pour subsister. C'est pour cela que ce ne sera pas facile d'obtenir que les gens rendent leurs armes", expliquait récemment au journal mexicain *El Día* l'ancien "commandant" contra Luis Flay.

La pression militaire exercée par les groupes infiltrés empêche la circulation des produits agricoles cultivés dans la région, ce qui aiguise les difficultés déjà sérieuses compte tenu de la crise économique.

### LA "PASSIVITE" DE L'ARMEE

Personne ne nie que la facilité de déplacement dont jouit la Contra est due à la "passivité" de l'armée, qui respecte au pied de la lettre le cessez-le-feu, rétabli le 28 février par le président Ortega. Les troupes de l'armée sandiniste se sont repliées et regroupées dans des zones stratégiques préalablement définies par l'état-major. Certains officiers multiplient les initiatives pour entrer en

### SOMMAIRE

De nouveaux nuages noirs

Place au réalisme

Sommet de Montelimar: Et après?

Pénurie et tension dans l'Atlantique Nord

Menaces sur le logement

La Vierge et le coq

Brèves

60911481



contact avec les contras, pour discuter avec eux de la démobilisation. "Il y a des signes positifs. Nous leur avons déjà envoyé des messages directs. Nous pensons que ces rencontres pourraient faciliter la démobilisation", affirme le major Roberto Samcam, chef de la première brigade d'in-fanterie en faisant référence à une tentative de dialogue réalisée par le biais de la commission de paix locale.

Des estimations non officielles font état de 1600 à 2000 contras installés dans la région I et la région VI, qui, avec la région V (au centre) ont été ces dernières années l'épicentre de la guerre.

Bien que les informations militaires ne le reconnaissent pas, les groupes qui sont entrés au Nicaragua en mars, ont fait mouvement vers ce que l'on appelle les "zones de préférence" de la Contra, c'est-à-dire les lieux "naturels" ou elle a réussi à se créer une base sociale.

#### LES ORGANISMES INTERNATIONAUX PREPARENT LA DEMOBILISATION

S'il était possible de "faire une photographie aérienne des zones de conflit, on verrait sans doute le déplacement des groupes de la "résistance" vers des points spécifiques où on pourrait procéder à leur démobilisation et à leur désarmement", affirme Santiago Murray, fonctionnaire de l'OEA, membre de la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV).

La CIAV appuie le processus de démantèlement de la Contra avec l'ONUCA, qui devrait recevoir et détruire sur place les armes rendues. Les préparatifs logistiques s'accroissent pour rendre opérationnel un siège central dans chacune des cinq zones de regroupement.

Selon les explications des fonctionnaires internationaux, la démobilisation comprendrait trois phases: La première serait la remise et la destruction des armes sous la direction de l'ONUCA. Ensuite, chaque contra démobilisé passerait sous le contrôle de la CIAV qui faciliterait son insertion dans la zone choisie. La troisième phase serait l'intégration dans l'un des projets de développement mis en place par les organisations internationales pour les contras démobilisés, leurs familles et les habitants de ces zones.

Pour le moment, la CIAV procède à l'acquisition de tentes, matériel hospitalier, aliments, vêtements, matériel de communication et ordinateurs nécessaires au premier accueil. Le coût des projets pour l'avenir est estimé environ à 140 millions de dollars et il semble que certains pays et ONG seraient disposés à les soutenir. L'OEA est en train de négocier avec les Etats-Unis une aide d'urgence de plusieurs millions de dollars pour l'installation de la CIAV. Au cours des sommets centraméricains de Tela et

San Isidro, les cinq présidents de la région avaient demandé à G. Bush que les fonds approuvés par le Congrès pour la Contra soient transférés à la CIAV. C'est le président Ortega qui avait fait cette proposition afin de "tester" les intentions réelles de Washington quant à l'avenir de la Contra.

#### UN AVENIR IMPREVISIBLE

Il est difficile de prévoir la situation militaire à l'approche du 25 avril. Si, comme tout l'indique, l'armée continue à respecter le cessez-le-feu, et si la Contra continue à occuper des zones qu'elle n'a jamais pu contrôler militairement en neuf ans de guerre, on ne peut écarter l'éventualité d'une action de propagande passant par l'occupation d'une ville.

Malgré l'accord signé par la direction de la Contra, certains secteurs ne sont pas inclinés à se désarmer. Beaucoup de combattants de "terrain" n'acceptent pas la défaite stratégique qu'a subi la Contra en termes militaires. Ils se sentent vainqueurs et veulent agir en tant que tels. D'autre part, certains commandos commencent à manifester leur ressentiment à l'égard du nouveau gouvernement qui a écarté la Contra du pouvoir. Ils se sentent mis en marge d'une victoire qu'ils estiment avoir aidé à arracher.

Les hypothèses sont multiples. "Il semblerait que l'armée sandiniste ne veut commettre aucune erreur dans cette étape tellement délicate de négociation et de démobilisation: S'il y a des erreurs, elles doivent être le fait de la Contra", commente un fonctionnaire du haut Commissariat aux réfugiés (HCR).

Cette décision politique de maintenir le cessez-le-feu comporte ses risques. Par exemple celui de voir la Contra, pour la première fois en neuf ans, prendre une ville, monter tout un show publicitaire autour de son action et transformer l'heure de sa dislocation en victoire militaire à la Pyrrhus.

#### NOUVEAUX NUAGES NOIRS

**Managua, 9 avril (ANN).** Des éléments de dernières minutes viennent de surgir à propos de la démobilisation de la Contra.

A Tegucigalpa, où depuis le samedi 7 se trouvent réunies une commission de la "résistance", comprenant entre autres Aristides Sanchez, et une délégation de l'UNO, la Contra a posé comme condition au désarmement que le gouvernement de Violeta Chamorro destitue de leur charge tous les Sandinistes appartenant à la hiérarchie militaire. Cette condition remet de fait en cause l'accord de transition signé entre l'actuel et le futur gouvernement, qui a reçu l'aval des présidents centraméricains

lors du sommet de Montelimar, et conduit à se poser de nouvelles questions sur l'avenir du processus de paix.

Les équipes de transition étaient tombées d'accord sur le fait que la Contra devait être démobilisée avant le 25 avril. Par ailleurs, elles étaient convenues du respect du fonctionnement interne de l'armée, de ses grades et de la progression dans la hiérarchie, établis par la constitution, ce qui garantissait le maintien de la hiérarchie actuelle. L'accord de Toncontín, s'il ne fixe pas de date, n'inclut aucune condition en échange de la démobilisation. La dernière prise de position de la Contra à Tegucigalpa dresse donc de nouveaux obstacles sur le chemin de la paix.

De son côté, le cardinal Obando a affirmé dimanche que l'accord de Toncontín ne concernait que les contras restés au Honduras et non ceux qui sont sur le territoire nicaraguayen, pour le désarmement desquels, selon lui, il faut à nouveau négocier.

A l'issue d'une réunion tenue les 7 et 8 avril, la direction nationale de l'Assemblée sandiniste a publié un document qui, tout en maintenant un esprit de concorde, d'harmonie et de réconciliation, rejette tout chantage à propos de la transition et de la paix. Les dirigeants sandinistes donnent leur aval au protocole de transition et appellent à "créer un cadre de sécurité mutuelle et de confiance, loin de tout esprit de revanche", tout en manifestant leur "profonde préoccupation" face à la collusion entre les secteurs radicaux du conseil politique de l'UNO et autres porte-parole de l'extrême-droite et certains chefs contras, pour ne pas reconnaître le protocole de transition.

Les prochains jours seront cruciaux pour la paix, non seulement parce que l'on s'approche de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, mais aussi parce qu'une échéance importante vient à expiration: Le 18 avril, la Contra devrait avoir démantelé ses forces stationnées dans le campement de Yamales (Honduras) et devrait, au Nicaragua, commencer à se regrouper dans les zones de sécurité. Si elle parvient à imposer ses nouvelles conditions, ce que les Sandinistes considèrent comme un chantage, le Nicaragua va vers de nouvelles tempêtes.

**Maintenant plus que jamais:  
Votre soutien - une question de  
survie pour l'ANN**

## PLACE AU REALISME

par Sergio Ferrari

**Managua, 5 avril (ANN).** La transition se fera "dans un contexte démocratique, civilisé et de concorde nationale", a affirmé au cours d'une conférence de presse Antonio Lacayo, responsable de l'équipe de transition de Violeta Chamorro.

Après avoir souligné que les accords de transition "sont un acquis fondamental", le conseiller personnel de la future présidente et responsable de l'équipe qui a négocié avec le gouvernement sortant a annoncé que les sous-commissions ont commencé à travailler dans les institutions "dans une atmosphère de grande cordialité".

Il a rejeté les critiques de certains secteurs de l'UNO qui l'accusent de connivence avec les Sandinistes. "On m'accuse depuis longtemps de pactiser avec les Sandinistes. C'est dur pour beaucoup de Nicaraguayens de comprendre qu'il s'agit d'un dialogue destiné à trouver des solutions viables pour l'avenir du pays".

"41 % de la population a voté pour le FSLN, 39 députés sur 92 sont Sandinistes et l'engagement de Doña Violeta est de commencer la reconstruction nationale. Ceci n'est pas un discours", a insisté A. Lacayo, après avoir rappelé la différence entre "les changements révolutionnaires comme ceux de 1979 et les changements actuels qui ont pour origine des élections démocratiques" et qui s'inscrivent dans le cadre constitutionnel et légal.

Interrogé par l'ANN sur les tensions au sein de l'UNO, le conseiller personnel de la présidente élue ne les a pas niées. "Elles existaient déjà en septembre, en octobre (quand la coalition a procédé au choix de ses candidats) et durant les mois suivants. Elles persisteront compte tenu des différentes visions de l'avenir du pays, mais je ne crois pas qu'elles provoqueront immédiatement la rupture de l'unité".

A propos de la Contra, il a expliqué que la démobilisation est "compliquée" par l'entrée des forces irrégulières en territoire nicaraguayen après la signature de l'accord de Toncontín. Cependant, les conversations sur le cessez-le-feu entre l'ONUCA (forces de paix de l'ONU) et les parties concernées avancent. Il s'est pourtant montré convaincu "qu'il va être possible de mettre fin à la guerre".

Des journalistes ayant soulevé la question du ministère de la défense, A. Lacayo a répété que ce poste sera occupé par un civil, ce qui écarte le général Humberto Ortega. Les décisions seront prises dans le respect de l'accord de transition, qui établissent le maintien de l'intégrité et du fonctionnement des forces armées, leur subordination à l'exécutif et leur apolitisme. "Les possibilités de choix sont nombreuses et la décision est délicate".

Si Humberto Ortega veut rester chef des forces armées, il devra renoncer à appartenir à la direction de son parti, auquel cas la décision de le destituer ou non "appartient à Doña Violeta". Il faut choisir ce qui "est le meilleur pour le pays et en fonction de l'avenir", a expliqué A. Lacayo, pour qui il serait incorrect d'interpréter l'étape actuelle en fonction du passé. Selon lui, le pays est à "l'heure de l'oubli et de la reconstruction".

Un journaliste lui ayant demandé si le maintien d'Humberto Ortega ne donnerait pas aux Sandinistes la possibilité, à long terme, de faire un coup d'Etat, A. Lacayo a répondu: "A cette étape du jeu démocratique, les coups d'Etat au Nicaragua, en Amérique centrale ou en Amérique latine appartiennent au passé. Ils étaient le propre de dictateurs qui se payaient le luxe de prendre le pouvoir dans des pays jouissant d'une certaine stabilité économique. Le cas du Nicaragua est différent; tout le monde, y compris les Sandinistes, est pleinement conscient de la situation récaire du pays". Si bien que, pour lui, les possibilités que s'instaure une dictature "sont complètement nulles".

Face aux questions provocantes de journalistes appartenant à des médias de droite, A. Lacayo a expliqué: "Il faut être clair: Nous n'avons pas affaire à un Noriega, ou à un Somoza qui a permis que son peuple soit massacré et qui, finalement, a dû fuir en hélicoptère. Les accords d'Esquipulas que le gouvernement a respectés ont ouvert la voie à la démocratie.

Nous avons eu des élections, qui ont été les plus observées du monde; l'opposition a gagné et le gouvernement l'a reconnu moins de 24 heures après".

"Ce sont des réalités dont il faut tenir compte avant de prendre les risques qu'implique toute décision pour l'avenir", a-t-il conclu en rappelant que Violeta Chamorro sera non pas la présidente de l'UNO mais de tous les Nicaraguayens.

### SOMMET DE MONTELMAR: ET APRES?

par Sergio Ferrari

Montelmar, 4 avril (ANN). Au début du processus de négociation entamé en 1986 et scellé par les accords d'Esquipulas en 1987, la détente régionale était conçue comme un tout indivisible d'application simultanée. La guerre était le lot de toute la région, exception faite en partie du Costa Rica, et la solution politique négociée, contenue dans l'esprit du document d'Esquipulas, était le point de mire des présidents centraméricains de l'époque, qui ne voulaient pas passer à l'histoire comme les fossoyeurs de leurs propres nations dans l'incendie régional.

Trois ans ou presque se sont écoulés entre le sommet d'Esquipulas et celui de Montelmar; une durée qui indique la complexité de la négociation. S'il est vrai que l'on a avancé, on constate surtout que le Nicaragua a respecté tous les engagements pris en commun par les cinq pays et qu'au fil du temps la vision initiale s'est sensiblement modifiée.

### DEMOCRATISATION DE L'AMERIQUE CENTRALE?

Les aspects les plus intéressants de la déclaration finale de Montelmar sont l'aval des cinq chefs d'Etat à la démobilisation immédiate de la Contra, avant le 25 avril, précise le texte, et le soutien à l'accord de transition passé entre l'actuel et le futur gouvernement. Un nouvel appel à la Commission d'appui et de vérification (CIAV) et aux casques bleus, c'est-à-dire à l'OEA et à l'ONU, pour qu'ils s'investissent davantage dans la démobilisation et le désarmement (on ne parlait jusqu'alors que de démobilisation), un nouvel appel aux Etats-Unis pour qu'ils offrent à la CIAV les fonds votés pour la Contra, vont sans doute accélérer la fin de l'agression militaire.

Cependant, le document final de ce sommet ne mentionne qu'en passant la crise salvadorienne et guatémalteque; il ne dit rien, contrairement à ce qu'avait demandé le Nicaragua, d'éventuelles formules de vérification de l'Etat de la démocratie dans chaque pays, et n'aborde pas le thème du "perfectionnement des systèmes de démocratie représentative et pluraliste garantissant l'organisation et l'accès de la population à la prise de décision", comme l'établissaient les accords d'Esquipulas.

### DU TOUT INDIVISIBLE AU PROCES D'UNE DES PARTIES

La réconciliation nationale dans chaque pays, qui implique dialogue national, formation de commissions nationales, amnistie et fin des hostilités, était l'un des points essentiels des accords de 1987. Elle devait aller de pair avec la mise en marche "d'authentiques processus démocratiques, pluralistes et participatifs qui impliquent la promotion de la justice sociale, le respect des droits de l'homme, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats et le droit de toutes les nations à choisir librement, sans ingérences extérieures d'aucune sorte, leur modèle économique, politique et social...".

La réalisation d'élections libres, honnêtes et en présence d'observateurs ainsi que la non-utilisation de territoires par des forces irrégulières pour agresser un pays voisin complétaient les engagements destinés à assurer une paix durable dans la région.

Cependant, ces points, qui formaient "un tout harmonieux et indivisible" et dont l'approbation entraînait "la volonté, acceptée de bonne foi, de mettre en oeuvre simul-

tanément ce qui a été accordé dans les délais établis" (texte d'Esquipulas), sont apparus ces dernières années comme étant exclusivement à l'usage du Nicaragua. Si les Sandinistes ont tenu les engagements pris et sont même allés au-delà, il n'en est pas de même des autres pays qui les ont presque totalement négligés.

Le sommet de Montelimar n'a pas modifié cette tendance, qui peut signifier à moyen terme la fin du processus d'Esquipulas ou bien l'évacuation de son contenu qui, en 87, était considéré comme un grand apport à la paix en Amérique centrale.

#### LE PROCESSUS DE NEGOCIATION SUR LA PENTE DESCENDANTE?

Evaluer le sommet de Montelimar oblige à échafauder des hypothèses sur l'avenir du processus d'Esquipulas. On dispose de quelques données objectives: Les Sandinistes ne sont plus au pouvoir, c'est-à-dire que les cinq gouvernements se retrouvent sur des positions politiques proches et dans un même type de relation avec les Etats-Unis; l'accord de Montelimar contient l'engagement de ne pas s'immiscer dans les conflits salvadorien et guatémalteque; les ordres du jour qui commencent à être avancés pour les prochaines rencontres comportent des thèmes "non problématiques".

"La consolidation de la démocratie, une fois dépassés les obstacles à la paix, exige d'affronter avec décision les défis économiques", précise le document du dernier sommet avant de convoquer à la huitième réunion des présidents prévue pour le dernier semestre de cette année.

Esquipulas, processus de négociation destiné à trouver des solutions politiques négociées pour toute la région, semble partir en fumée. Le texte de Montelimar donne pour acquis "le dépassement des obstacles à la paix", envisageant la fin prochaine de la guerre au Nicaragua, et se tait pudiquement sur les conflits du Salvador et du Guatemala et l'occupation militaire du Honduras par les Etats-Unis. Avec l'illusion infantile que ce que l'on cache n'existe pas.

#### PENURIE ET TENSION DANS L'ATLANTIQUE NORD

par Isabel Mendieta

**Managua, 29 mars (ANN).** L'immaturité politique des militants de l'opposition a précipité Puerto Cabezas au bord de la catastrophe: Les 90 000 indigènes de cette ville de la Côte atlantique et du Rio Coco se voient aujourd'hui menacés par la faim et la maladie, après le retrait de l'aide cubaine.

Tout a commencé dans la nuit du 25 février: Des groupes de sympathisants de l'UNO et de l'organisation indigène

Yatama, grisés par la victoire électorale, se sont massés autour de la maison de la brigade médicale cubaine, menaçant de mort les coopérants. Beaucoup ont applaudi au départ du personnel médical évacué immédiatement par avion.

Aujourd'hui, se sont les mêmes qui demandent le retour des Cubains, qui assuraient gratuitement assistance médicale et aide alimentaire dans cette région isolée. "Si le bateau cubain n'arrive pas, nous connaissons la faim", commente un employé de l'organisme public d'approvisionnement ENABAS, en montrant les rayonnages vides de l'entrepôt qui ne dispose plus que de sel et de jus de fruit cubain en boîte. Sur le marché, les produits de base se font rares. Des grains sont acheminés depuis la région pacifique mais les volumes sont limités par des coûts de transport très élevés. Au niveau régional, pas de solution: Les pluies de l'hiver ont ravagé en grande partie la récolte de haricots rouges. Fin mars, le bateau cubain qui aurait du livrer 130 000 tonnes d'aliments n'est pas arrivé. La Havane avait averti qu'elle n'était plus en mesure d'assurer son aide.

La situation sanitaire n'est pas moins préoccupante. La brigade médicale qui travaillait à Puerto Cabezas depuis 1979 était formée de cinq généralistes, cinq spécialistes et trois techniciens, tous d'un haut niveau professionnel. La mortalité infantile dans la région était tombée de 121% à 78%; l'année dernière, 1108 actes chirurgicaux avaient pu être pratiqués sur place. Aujourd'hui, deux médecins généralistes font face à la demande; les consultations externes de spécialistes n'ont plus lieu. L'espoir un moment caressé de voir arriver des Etats-Unis une équipe de remplacement diminue chaque jour. Les représentants de toutes les églises, très influents dans la région, ont envoyé à l'ambassadeur de Cuba une lettre, signée également par les dirigeants locaux de l'UNO et de Yatama, pour demander le retour des coopérants. Si la réponse est négative, que feront les représentants de l'opposition pour répondre aux besoins médicaux et alimentaires d'une région qui ne sera pas nécessairement une priorité du nouveau gouvernement et où le conflit social risque de devenir rapidement explosif?

#### UNE SITUATION POLITIQUE TENDUE

Si la nourriture manque, par contre les menaces pleuvent. Tous, qu'ils soient Miskitos, Créoles ou Métis, redoutent ce qui va se passer après le 25 avril: Des rumeurs font état de l'intention de Yatama d'attaquer Puerto Cabezas au lendemain de l'investiture et de prendre sa revanche. Différents secteurs sociaux ou politiques se plaignent d'avoir été menacés. Il y a déjà eu quelques bavures.

Hugo Calderón, secrétaire à l'organisation du FSLN, croit que les gens de Yatama sont capables de lancer une offensive militaire, pour en finir avec le Sandinisme et les forces armées, comme ils l'ont déjà annoncé. La plupart

des secteurs politiques et religieux sont d'avis qu'il faut désarmer Yatama, qui compte environ 1 200 hommes, ainsi que *Kisan pour la Paix* (voir note), afin que l'installation le 4 mai du Conseil régional autonome se passe dans le calme. Le responsable régional du ministère de l'intérieur, Julio Rugama, estime même que les forces de Yatama doivent rendre leurs armes au Honduras, car "s'ils entrent armés au Nicaragua, il pourrait y avoir des violences et des vengeances", de même que des affrontements entre les différents groupes indigènes. Il y a en effet des divergences entre Yatama et *Kisan pour la paix*, qui aspirent tous les deux à conduire le mouvement indigène. Le leader religieux de l'église morave, Leonel Panting, juge également préférable que Yatama soit désarmé avant son retour.

De leur côté, les membres de *Kisan* font valoir qu'ils ne peuvent rendre les armes tant que les gens de Yatama les menacent, eux et leurs familles.

#### L'AVENIR DU PROJET D'AUTONOMIE

Autre inquiétude des habitants de la côte: Que va-t-il devenir du projet d'autonomie? Pour H. Calderón, il est probable que les nouvelles autorités de l'UNO vont rester indifférentes, car, selon lui, le Conseil politique de la coalition n'est pas très favorable à l'autonomie. S'il est vrai que Yatama a fait alliance avec l'UNO en cours de campagne, en échange du soutien de sa candidate au projet d'autonomie, pour beaucoup il s'agit d'un appui sélectif aux seuls Miskitos.

Certains commentaires non officiels vont plus loin et affirment que Violeta Chamorro n'a pas l'intention de soutenir l'autonomie et que son alliance avec Yatama a été purement électorale. Les deux leaders indigènes Brooklyn Rivera et Steadman Fagoth ont fait savoir qu'ils "feraient la guerre à Doña Violeta" si elle ne respecte pas les engagements pris. On dit même qu'il pourrait y avoir des débordements si le délégué de la présidence pour la côte atlantique était originaire de la côte pacifique.

#### UN LEADER MODERE

En réalité, ce poste est moins important, en termes politiques, que celui de coordinateur du Conseil régional autonome, dont les 45 conseillers régionaux et les trois députés de l'Assemblée nationale. Il semble qu'il y ait consensus pour élire le pasteur morave Leonel Panting dont les positions sont jugées modérées. Militant de la réconciliation, il est partisan du perfectionnement de l'autonomie en faveur de toutes les ethnies.

C'est en effet un autre problème: Certains estiment que le projet de S. Fagoth et B. Rivera est de nature "sectaire et raciste" et cherche à rétablir la domination historique des Miskitos sur les autres groupes ethniques. Les miskitos de *Kisan pour la paix* expliquent déjà que si Yatama détourne le projet d'autonomie et ne respecte pas

l'égalité des droits entre les ethnies, ils seront les premiers à prendre les armes.

Le nouveau gouvernement est d'ores et déjà mis en demeure par les faits d'élaborer une politique cohérente pour la Côte atlantique sous peine de voir éclater des conflits graves dans cette région.

NOTE: *Kisan pour la paix* est l'organisation des miskitos ayant choisi depuis longtemps de revenir au Nicaragua pour s'intégrer au processus d'autonomie. A leur retour, ses membres n'ont pas déposé les armes et se sont intégrés au dispositif de défense de l'Atlantique nord.

#### MENACES SUR LE LOGEMENT

par Melba Jimenez

Managua, avril (ANN). Au Nicaragua, l'habitat pose encore un vrai problème. Des dizaines de nouveaux "asentamientos" (note 1) spontanés se sont construits à Managua ces dernières années. Beaucoup d'habitants des quartiers populaires, installés parfois depuis plus de dix ans, n'ont toujours pas de titres de propriété.

Beaucoup ont commencé à se préoccuper de leur sort après la victoire de l'UNO, face à l'éventuel retour des anciens propriétaires des terrains et maisons, qui ont quitté le pays en 1979. Depuis quelques semaines, c'est la bousculade à la mairie et dans les divers bureaux du logement: Tous viennent réclamer leur titre de propriété.

Dès 1979, le gouvernement a fait voter un certain nombre de lois sur l'habitat dont ont bénéficié plus de 220 000 familles: Attributions de terrains et maisons, loi contre l'expulsion, aide à la construction, etc... Les constructions spontanées d'"asentamientos" ayant augmenté sous la pression de la nécessité, 60 d'entre eux ont été légalisés. Malgré cela, beaucoup ne possèdent toujours aucun document légal entérinant leur situation. Dans un quartier populaire comme Ciudad Sandino, par exemple, 60 000 habitants sont dans cette situation et s'inquiètent devant la menace déjà exprimée par les anciens propriétaires de venir les déloger.

#### RESTITUTION OU INDEMNISATION?

Lorsqu'en 1979, le décret numéro 3 de la Junte de reconstruction nationale a décidé de la confiscation des biens des Somoza et de ses alliés, on n'a pas pensé une minute qu'il pouvait être réversible. Aujourd'hui, malgré l'accord entre le FSLN et l'UNO sur la passation des pouvoirs (note 2), cette question continue à faire des vagues au sein de la droite.

Alfonso Robelo et Jaime Bonilla, dirigeants de l'UNO, admettent qu'il va peut-être y avoir des problèmes avec

certain exilé de retour. "Ceux qui ont quitté le pays depuis longtemps et méconnaissent la réalité pensent qu'ils peuvent tout réclamer, mais c'est impossible", prévient A. Robelo qui, en 1979, faisait partie de la Junte de Gouvernement. J. Bonilla estime qu'on ne peut pas plus priver de sa terre un paysan qui l'a travaillée que "déloger un Sandiniste qui occupe la maison d'un exilé". Pendant qu'Alfredo César, conseiller de Violeta Chamorro et ancien membre de la direction de la Contra, annonce que la majorité des propriétés confisquées ne seront pas rendues aux somozistes, Andres Zuniga, du Conseil politique de l'UNO propose que des tribunaux spéciaux examinent cas par cas les confiscations pour décider des biens qui seront restitués.

Selon le programme de l'UNO "les confiscations opérées au titre du décret numéro 3 seront maintenues, avec révision des cas qui le méritent"... Ce même programme prévoit de "développer un vaste plan pour l'habitat rural et urbain, proposant des facilités de paiement et privilégiant les matériaux de construction nationaux" ainsi que de "stimuler l'investissement public et privé afin de rendre accessible à tous un logement décent et confortable qui contribue à embellir la cité". Ce projet omet d'aborder le problème des sources de financement.

#### REPOSSE

Pendant que ces discussions se mènent, l'Assemblée nationale vient d'approuver, sur proposition du président Ortega, une loi qui garantit la propriété sur les biens immobiliers de l'Etat à toute personne qui les occupe par assignation, possession, location ou sur autre titre. Cette loi protège également le logement des familles des héros et martyrs morts au combat et des blessés de guerre. "L'idée est que toutes les propriétés de l'Etat doivent être attribuées à ceux qui les habitent", précise Rafael Solis, secrétaire de l'Assemblée nationale. Cette loi concerne environ 10 000 familles et contribue à dissiper les doutes et inquiétudes qui pèsent sur de nombreux foyers nicaraguayens. Dans une volonté de réconciliation nationale, un fonds de compensation est prévu par la loi pour indemniser certains des propriétaires qui pourraient se prévaloir d'un droit sur leurs anciens biens.

**Note 1:** Un "asentamiento" est un regroupement d'habitations précaires, conçues comme provisoires et souvent construites par les habitants eux-mêmes, migrants ou déplacés de guerre.

**Note 2:** Article de l'accord du 27 mars: "Il est nécessaire d'assurer tranquillité et sécurité juridique aux familles nicaraguayennes qui ont bénéficié de propriétés urbaines et rurales en vertu d'assignations de l'Etat faites avant le 25 février 1990, tout en harmonisant cette situation avec les droits légitimes que peuvent avoir devant la loi les Nicaraguayens affectés dans leurs biens. Pour ceux-ci, il devra être fait selon la loi et des formes de compensation

adéquates seront établies pour ceux qui auraient pu être lésés.

---

#### TABLEAU ANNEXE

Au total, 221 957 familles ont bénéficié de l'effort en matière de logement, dont: 29 062 ont reçu habitation, 33 895 ont reçu un lot dans le cadre de l'urbanisation progressive, 84 000 ont vu leur situation légalisée par la loi d'intervention sur les distributions illégales, 75 000 ont été protégées par la loi sur la location.

---

#### LA VIERGE ET LE COQ

par Silvia Sanchez

**Managua, 4 avril (ANN).** Le vote inattendu du 25 février dernier continue à susciter analyses et commentaires divers. Le journaliste Oscar-René Vargas s'est intéressé, dans un article publié dans l'hebdomadaire d'opposition *La Crónica*, aux images et messages symboliques projetés au cours de leur campagne électorale par les deux candidats à la présidentielle. Quoique nous ne voulons ni y imposer une interprétation psychologique des résultats électoraux au détriment de l'analyse politique ni surestimer l'influence de symboles adressés à l'inconscient collectif, certaines observations de R.O. Vargas peuvent apporter des éléments de compréhension d'une réaction populaire imprévue.

Selon lui, deux images s'affrontaient pendant la campagne électorale, toutes deux fortement enracinées dans la culture nicaraguayenne: Celle de la vierge Marie et celle du macho invincible.

La candidate de l'opposition est apparue tout au long de sa campagne comme une allégorie vivante. Vêtue toute en blanc, avec une touche de bleu - couleurs nationales qui sont également celles de la "Purísima", Mater Dolorosa héroïque et souffrante, veuve d'un martyr et mère d'une famille divisée mais dispensant à tous ses enfants un amour égal, femme forte mais obéissant à un époux dont elle a repris le flambeau, Violeta Chamorro a usé et abusé de tous les symboles propres à renforcer l'identification avec la mère du Christ. Pas besoin de se répandre en paroles, la Vierge ne parle pas; pas besoin d'affiches, d'arguments, son apparition suffit. Elle tend les mains vers une foule venue chercher aide et secours dans un geste cent fois répété et fixé par les photographes de son quotidien, *La Prensa*, ou l'image apparaîtra régulièrement avec la légende: "Nicaraguayen: Je te propose". O.R. Vargas souligne la majuscule réservée aux divinités.

Ce message occulte adressé à un peuple profondément catholique a bénéficié du renfort idéologique du chef de l'Eglise institutionnelle, le Cardinal Obando, qui est intervenu abondamment au cours de la campagne, toujours paré de ses attributs ecclésiastiques, livrant aux fidèles ses interrogations et réflexions par le biais des médias: "Que ferait le Christ à ma place? Il choisirait l'alternative qui signifie plus d'espoir et moins de frustrations pour la jeunesse". On sait que le thème privilégié de l'opposition est depuis longtemps la suppression du service militaire... Le 24 février, veille du scrutin, la une de *La Prensa* était occupée par une photo géante où la Mater Dolorosa de tous les Nicaraguayens reçoit avec dévotion la bénédiction du Cardinal Obando pendant que Virgilio Godoy, candidat à la vice-présidence, malencontreusement coupé par la photo, tente de se faire une place au second plan.

En face, le "Gallo enavajado", le coq de combat, mis en chanson et salué par les banderoles. Selon O. R. Vargas, l'image du jeune et vigoureux macho projeté par Daniel Ortega a pu être attractive pour une partie de la population, surtout la jeunesse, mais elle a pu également être contre-productive auprès d'un peuple qui aspire à la paix. Il est certain que les Nicaraguayens se sont déplacés massivement et sans contrainte aux rassemblements de soutien au président Ortega et lui ont manifesté leur attachement. Mais des gens épuisés par la guerre et la crise économique ont-ils eu envie de s'identifier à cette image de coq de combat triomphant, une image lourde de violence et de sang et qui entraine en contradiction avec le message explicite et l'action en faveur de la paix du gouvernement sandiniste?

Même s'il est connu de tous que quelques secteurs ont été sensibles à un message beaucoup plus explicite envoyé sous forme de dollars pour qu'ils votent "bien", il se peut que chez certains, comme le montre O. R. Vargas, ait fonctionné l'image d'une Vierge miraculeuse qui, accédant au royaume des cieux de la présidence, conduirait tous les Nicaraguayens vers le paradis, promis dans les cents jours.

JA/PP  
8034 Zürich  
-----  
abonnement-poste  
imprimé à taxe réduite

## EN BREF

**ALPHABETISATION.** Il y a dix ans, une campagne d'alphabetisation massive avait permis à 400 000 Nicaraguayens d'apprendre à lire et à écrire. Lors de la nouvelle campagne qui vient de démarrer, 10 000 jeunes volontaires alphabétiseront 80 000 adultes, dont près de la moitié à Managua.

**NON AU BISTOURI SOVIETISE.** La droite a déjà lancé quelques-unes de ses idées en matière de santé: La commission Herdocia, du nom d'un avocat membre de la coalition, prône la médecine privée qui "met en compétition les capacités des spécialistes", déplore la "pénétration par les fils d'ouvriers et de paysans" d'un corps médical "traditionnellement issu des classes moyennes animées d'un esprit de dépassement" et rejette la "pénétration de la culture médicale soviétique". Cette commission suggère également de supprimer le titre de spécialiste aux médecins formés au Nicaragua durant ces dix ans.

**MOUVEMENTS SOCIAUX.** Les enseignants sont entrés en action pour une augmentation de salaire de 150% à 200% (un enseignant débutant gagne actuellement 20 fois moins environ qu'un ouvrier du secteur productif) et un reclassement professionnel qui ajuste leur situation à celle des autres fonctionnaires. Par ailleurs, dans les entreprises privées de POLYMER (usine de plastique) et CORONA (huilerie), les travailleurs sont en grève pour des revendications principalement salariales.

**SALVADOR.** Le FMLN et le gouvernement salvadorien sont convenus de se rencontrer début mai pour entamer des négociations de paix.

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail-NET2:ANN-EUROPA

**ATTENTION : La semaine prochaine nous ne publions pas le hebdo à cause des vacances de la "Semana Santa" !**

Merci pour votre compréhension.